

RODRIGO ARENAS
ÉDOUARD GAUDOT ET NATHALIE LAVILLE

DESSINE-MOI UN AVENIR

PLAIDOYER POUR FAIRE ENTRER
LE XXI^E SIÈCLE DANS L'ÉCOLE



DOMAINE DU POSSIBLE

ACTES SUD

DESSINE-MOI UN AVENIR

Implacable, la crise sanitaire du printemps 2020 a souligné toutes les faiblesses et tous les dysfonctionnements de notre Éducation nationale : l'école de la République est totalement inadaptée au monde dans lequel nous vivons. Dépassée par la marche du siècle. L'école, notre école, est hors-sol comme notre agriculture, hors-sujet comme notre économie, hors-champ comme notre perspective politique. Le temps est venu de la repenser.

Dans une analyse méticuleuse et lucide, les auteurs mettent des mots clairs sur chacun des maux qu'ils décrivent pour parvenir à des propositions de solutions. Celles-ci, précises et concises, offrent l'espoir qu'il sera enfin possible de faire entrer le XXI^e siècle dans l'école.

En rupture avec les approches classiques, la question centrale posée ici est celle des objectifs plutôt que des moyens. Pour transformer notre école devenue "prison" en "école-logis", il est urgent de se demander à quoi correspond la mission scolaire d'instruire, d'éduquer, de socialiser, dans un monde interdépendant, numérisé et soumis aux changements climatiques. Adaptation, entraide, solidarité, échanges de savoir-faire, coopération seront les maîtres mots. Et si l'école ne pourra pas à court terme régler les problèmes que notre société traverse, elle peut en revanche préparer les adultes de demain à y faire face – pour qu'ils puissent les résoudre.

Rodrigo Arenas, très tôt engagé en politique (il a été conseiller municipal écologiste dans une ville de banlieue parisienne), a été élu coprésident de la FCPE en 2018.

Édouard Gaudot, ancien professeur d'histoire puis conseiller politique au Parlement européen à Bruxelles, est un essayiste engagé pour l'écologie, l'Europe et l'éducation.

Nathalie Laville, journaliste après avoir été professeur d'histoire, syndicaliste engagée et militante associative écologiste, est aujourd'hui élue parisienne.

Préface de Philippe Meirieu

Postface de Bernard Stiegler

Photographie : © Getty Images, 2020

ACTES SUD

DOMAINE DU POSSIBLE

La crise profonde que connaissent nos sociétés est patente. Dérèglement écologique, exclusion sociale, exploitation sans limites des ressources naturelles, recherche acharnée et déshumanisante du profit, creusement des inégalités sont au cœur des problématiques contemporaines.

Or, partout dans le monde, des hommes et des femmes s'organisent autour d'initiatives originales et innovantes, en vue d'apporter des perspectives nouvelles pour l'avenir. Des solutions existent, des propositions inédites voient le jour aux quatre coins de la planète, souvent à une petite échelle, mais toujours dans le but d'initier un véritable mouvement de transformation des sociétés.

**DESSINE-MOI
UN AVENIR**

Photographie page [108](#) : © D.R.

© Actes Sud, 2020
ISBN 978-2-330-14114-1
www.actes-sud.fr

**RODRIGO ARENAS
ÉDOUARD GAUDOT
NATHALIE LAVILLE**

DESSINE-MOI UN AVENIR

**PLAIDOYER POUR FAIRE ENTRER
LE XXI^E SIÈCLE DANS L'ÉCOLE**

PRÉFACE DE PHILIPPE MEIRIEU

POSTFACE DE BERNARD STIEGLER

DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD

In memoriam Bernard Stiegler

PRÉFACE

La crise sanitaire de l'année 2020 a révélé l'infinie fragilité de l'humain. Elle nous a aussi démontré définitivement que la solidarité n'est pas seulement une valeur, elle est d'abord un fait. Que nous le voulions ou non, nous sommes solidaires. Nous formons, entre nous et avec notre Terre-Patrie, un ensemble où chaque élément interagit avec les autres et où le moindre geste peut avoir des conséquences incalculables. C'est ce qui fera notre perte. Ou nous sauvera.

Beaucoup de nos concitoyens l'ont bien compris et la crise a vu fleurir mille et une propositions pour activer les solidarités en matière économique et sociale, dans le domaine de la santé, de l'agriculture et de l'industrie, sur les plans local, national et international. Certes, tout est loin d'être joué et nous savons que ce ne sera pas facile : il faudra panser les blessures laissées par l'épidémie et travailler inlassablement à ce que la surenchère des intérêts particuliers laisse progressivement la place à la poursuite du bien commun. Mais les idées sont sur la table et il faut croire qu'elles feront leur chemin. De quoi nous permettre d'espérer l'avènement de vrais "jours heureux" pour nos enfants.

Il est d'autant plus étrange que, dans la même période, les propositions éducatives et les projets pédagogiques aient été si rares. On a longuement examiné, dans les médias, les effets du confinement et de la reprise partielle de l'école sur les inégalités entre les élèves. On s'est interrogé, dans la communauté éducative, sur les moyens d'améliorer l'efficacité du numérique, puis sur les conditions sanitaires d'un retour en classe, avant de finir sur la manière de rattraper le retard accumulé... Mais en réalité, contrairement à ce qui s'est passé pour l'hôpital, on ne s'est pas beaucoup inquiété de l'avenir de l'institution scolaire. Mieux – ou, plutôt, pire ! –, tout s'est passé comme si le seul idéal éducatif à l'horizon était que les élèves reprennent le chemin de l'école, exactement comme avant et pour y faire exactement ce qu'ils y faisaient avant.

Bien sûr, certains ont demandé l'abrogation de telle ou telle réforme, d'autres l'augmentation des moyens, tous un surcroît de

reconnaissance pour les enseignants... mais rien qui soit porteur d'une véritable ambition nouvelle, à la hauteur de celle de Jules Ferry ou de Jean Zay, du plan Langevin-Wallon ou même de la loi d'orientation de 1989 portée par Lionel Jospin. Étonnante situation où, dans un contexte qui semble imposer une mutation générale, on ne rêve que de reproduire ce qui a été et on ne se demande qu'une chose : comment limiter les dégâts !

En réalité, cette absence de projet novateur pour notre école est le signe d'une perte de confiance dans sa mission politique et sociale, anthropologique et civilisationnelle. Plus encore, c'est le signe qu'en matière scolaire, nous avons rabattu la mission de l'institution sur les usages individuels qu'on peut en faire : on ne parle plus guère du rôle que l'éducation et l'école pourraient prendre dans la construction d'une société plus juste et solidaire, mais de la manière dont chacun et chacune peut profiter de ses services pour servir les intérêts de ses propres enfants. Entendons-nous bien : dans une démocratie, les intérêts individuels sont parfaitement légitimes et doivent s'exprimer... mais voilà : le bien commun ne se réduit pas à la somme des intérêts individuels, il les ressaisit en un projet qui propose un horizon pour toutes et tous, définit des principes à l'aune desquels il faudra examiner les dispositifs techniques à mettre en place, et fixe le cap vers un avenir qui nous fera grandir ensemble en humanité.

Voilà ce dont nous manquons cruellement ! Et voilà pourquoi les "usagers" – qu'il vaudrait mieux considérer comme des "citoyens" – ont les yeux rivés sur les seuls indicateurs disponibles : les palmarès et les évaluations de toutes sortes ! En l'absence de perspective collective claire, c'est "chacun pour soi et sauve qui peut" : on ne réfléchit plus sur les finalités de l'école, sur la société que l'école prépare, sur les enjeux éducatifs dont elle est porteuse... On se contente de l'utiliser au mieux à ses propres fins. À ce jeu-là, on connaît évidemment les gagnants : les initiés qui possèdent les codes... On connaît aussi les perdants : les laissés-pour-compte qui se demandent en vain "C'est quand qu'on va où ?".